

Répartition des objectifs FNAP

Territoire de gestion	PLAI tranche ferme	PLAI Tranche conditionnelle	dont Pension de famille / Résidences sociales	dont PLAI adaptés	PLUS	PLS	Total LLS
DDT Charente	180	51	152	22	99	23	302
DDTM Charente Maritime	270	77	88	55	450	172	892
DDT Corrèze	42	12	0	0	92	21	155
DDT Creuse	10	3	0	0	26	5	41
CD Dordogne	107	31	0	3	204	0	311
Bordeaux Métropole	932	268	87	31	1 200	600	2 732
CD de la Gironde	585	167	80	45	1 048	200	1 833
DDTM Landes	174	50	34	41	330	146	650
DDT Lot et Garonne	136	39	0	35	175	0	311
CA de Pau - Pyrénées	86	24	0	5	110	30	226
CA du Pays Basque	218	62	0	15	470	50	738
CD Pyrénées Atlantiques	48	14	0	0	182	20	250
DDT Deux Sèvres	47	13	0	15	85	60	192
CU du Grand Poitiers	48	14	0	10	100	30	178
DDT Vienne	17	5	0	0	46	0	63
DDT Haute Vienne	43	12	0	5	95	40	178
<i>Réserve régionale</i>				80	441		441
TOTAL	2 943		441	362	5 153	1 397	9 493

2 – Objectifs et enveloppes notifiés par le FNAP en 2024

	Résultats 2023 en nb de logements	Objectifs FNAP 2024 en nb de logements
PLAI	3267	2943
PLUS	3933	5153
PLS	1748	1397
Total LLS	8948	9493

dont PLAI adaptés	259	362
dont sobriété foncière	1259	1628
pensions de famille	134	165
résidences sociales	245	400
logements étudiants	465	700

- Pour les logements en **PLAI**, une enveloppe de **30,3 M€** comprenant :
 - les reliquats des délégataires à hauteur de **1 643 100 €**
 - **4,9 M€** pour les **opérations de sobriété foncière**
 - **1,8 M€** pour bonifier les opérations en pensions de famille et en résidences sociales
 - **1,4 M€** pour bonifier les opérations en zone tendue
- Pour les logements très sociaux (**PLAI adaptés**), une enveloppe régionale de **4,2 M€**
- Pour la déconstruction, une enveloppe de **254 516 €**, soit **4 104€ pour 62 logements**
- Pour les opérations en communes carencées avec recours au **droit de préemption urbain (DPU)** par les préfets de département, **une enveloppe de 10 M€ au niveau national**

3 – Les principes de répartition des agréments et des moyens financiers

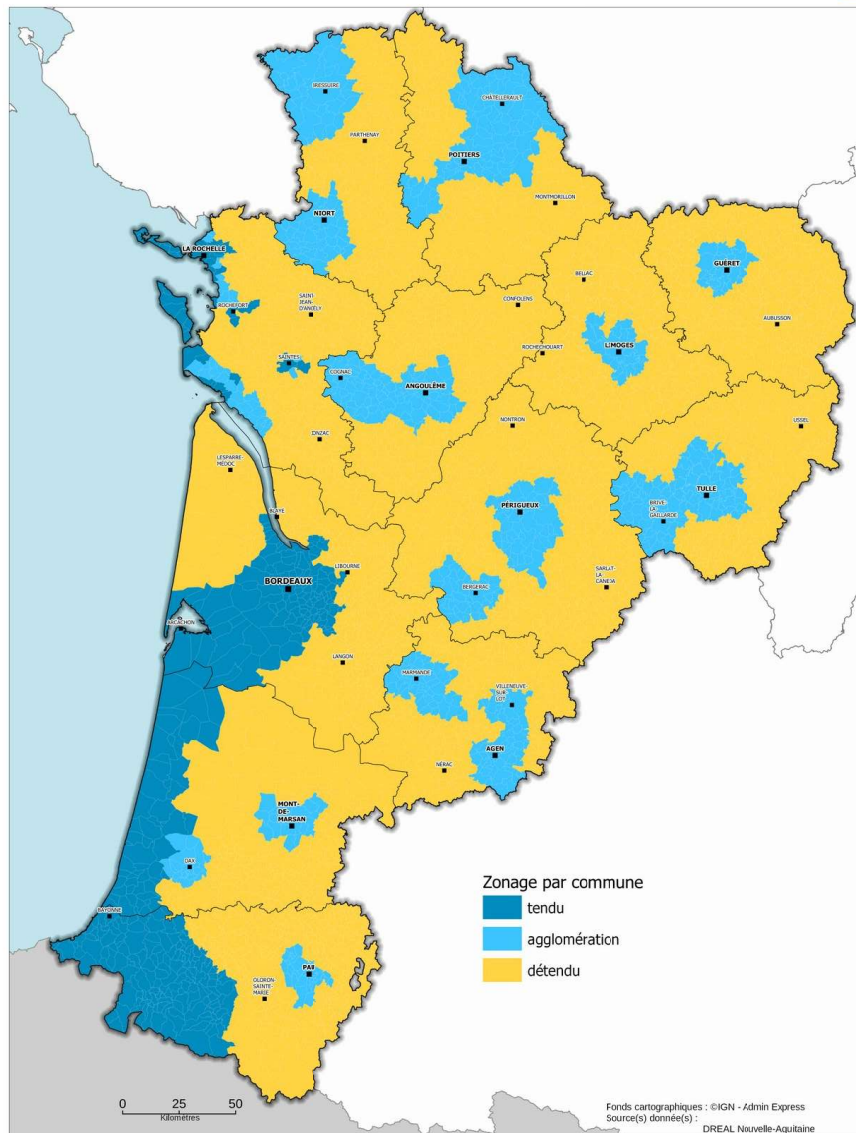
- **Répartition des PLAI** au prorata des demandes exprimées par les préfets de département en **tranche ferme** plafonnés aux agréments notifiés par le FNAP, et **tranche conditionnelle** pour les besoins complémentaires (PLAI : plus de demandes que le permet l'enveloppe).
- Réserve régionale pour les PLUS correspondant aux agréments notifiés non sollicités (PLUS : moins de demandes que ce que permet l'enveloppe)
- **Déclinaison du bonus identifié au niveau national pour les zones tendues : revalorisation du montant moyen de subvention de 2,3 %**
- **Revalorisation du forfait sobriété foncière** avec un financement des PLAI à hauteur de **12 000 €** avec possibilité de majoration (10 000 € en 2023)
- **Bonus EnR** recentré sur réseaux de chaleur et photovoltaïque et étendu aux matériaux biosourcés à **1 500 €/PLAI** pour une enveloppe de 375 000 € (250 PLAI)
- **Bonus pensions de famille et résidences sociales à hauteur de 3 250 €/PLAI**
- **Bonus 1^{er} semestre, pour les dossiers déposés avant le 1^{er} juillet ou avant si épuisement de l'enveloppe, à hauteur de 1 000 €/PLAI**, pour une enveloppe de 300 000 € (300 PLAI)
- Enveloppe nationale **DPU** (10 M€ en réserve nationale)
- **Déconstruction** : mise à disposition de l'enveloppe à la demande des DDT/délégataires dès que les dossiers sont prêts à être engagés

Zonage pour la répartition des enveloppes FNAP et récapitulatif des montants de subventions

ATLAS CARTOGRAPHIQUE
DREAL Nouvelle-Aquitaine

Domaine Habitat

Zonages pour la programmation des LLS en 2024



En zone tendue

- 12 000 € pour la sobriété foncière (avec possibilité de déplafonnement)
- 8 800€ pour la construction neuve

En agglomérations hors zone tendue

- 12 000 € pour la sobriété foncière (avec possibilité de déplafonnement)
- 5 900 € pour la construction neuve
- Opération de déconstruction en zones B2 et C hors ANRU : 1/3 du prix de revient dans la limite de 4 104€ au logement

En zone détendue

- 12 000 € pour la sobriété foncière (avec possibilité de déplafonnement)
- 4 550 € pour la construction neuve
- Opération de déconstruction en zones B2 et C hors ANRU : 1/3 du prix de revient dans la limite de 4 104€ au logement

Toute zone

- Bonus EnR : 1 500 €/ PLAI
- Bonus PF et RS : 3 250 €/ PLAI
- Bonus 1^{er} semestre (avant 01/07) : 1 000 €/PLAI
- PLAI adapté : majoration de subvention PLAI : subvention complémentaire de 13 980€ en logement familial et 5 600€ en foyer avec possibilité de déplafonnement de la subvention

4 – Un pilotage dynamique

- Un **suivi renforcé** du volume de logements agréés dès le premier semestre à l'échelle nationale, régionale et départementale
- Un **comité de suivi régional** de la programmation et des comités départementaux
- Un **enjeu d'accélération des dépôts** de dossiers auprès des territoires de gestion pour lisser davantage l'exercice d'agrément au cours de l'année.
- Des **avenants des délégations** des aides à la pierre à signer le plus tôt possible ainsi qu'une vigilance sur les signatures des avenants de fin de gestion
- Achèvement mi 2024 de l'**étude de stratégie foncière** sur les territoires tendus menée par la Banque des Territoires, l'État, des établissements publics fonciers, des agences d'urbanisme – **des conclusions exploitées dès 2024** dans les territoires concernés
- Une nouvelle **démarche de territorialisation des besoins en logements sociaux** lancée par la DHUP – des résultats attendus fin 2024 pour améliorer la programmation 2025

5 - Rénovation énergétique des logements locatifs sociaux

400 millions au niveau national pour la rénovation énergétique de 120 000 logements sociaux en 2024 répartis comme suit :

- **318 M€ pour la rénovation énergétique de 30 000 logements E, F et G** ciblant les travaux les plus ambitieux (60 000 € de travaux par logement ou plus)
(nouveau 2024 : *élargissement aux étiquettes E*)
 - **9 500 €/logement**
 - *Majoration de 8 800 €/logement pour les logements conventionnés dont les MOI sont propriétaires ou pour les résidences sociales et pensions de famille (si patrimoine appartient au gestionnaire)*
 - *Majoration de 4 400 €/logement pour les logements des bailleurs les plus en difficulté (liste DHUP)*
 - **Audit énergétique avant travaux exigé : atteinte de l'étiquette énergétique C minimum et gain énergétique de 40 %**
- **60 M€ pour des changements de mode de chauffage dans 40 000 logements**
 - **1 500 €/logement**
 - Logements des classes DPE C à G, ayant au moins une étiquette énergétique E
- Recensement des opérations éligibles en cours à partir d'un cahier des charges

6 – Dispositif « seconde vie »

- Le dispositif permet aux logements bénéficiaires de voir leurs **droits d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) rechargés pour 25 ans** après avoir fait l'objet de travaux d'amélioration particulièrement importants (subvention indirecte estimée autour de 17 000 €)
- **Critères d'éligibilité des logements :**
 - être achevés depuis au moins 40 ans
 - passer d'une classe DPE E, F ou G avant travaux à une classe A ou B après travaux
 - avec des travaux importants de remise aux normes de sécurité, d'accessibilité et de qualité sanitaire